

Office fédéral des affaires économiques extérieures

Section du soutien économique aux républiques de la CEI

GUS.861.5.

~~Int.861.5-GUS~~-dej/stb

Berne, le 6 juillet 1993

Rapport sur la mission conjointe auprès de la Banque mondiale à Washington, 31 mai au 5 juin 1993

Dans la perspective de la mise en oeuvre du programme suisse d'assistance aux républiques de la CEI, une mission conjointe de l'OFAEE et du Bureau de la coopération avec l'Europe orientale et centrale s'est rendue durant la semaine du 31 mai au 4 juin à Washington, afin d'avoir toute une série de contacts avec des représentants de la Banque mondiale.

En raison des nombreuses incertitudes liées à la situation politique et économique dans les pays de la CEI et de la complexité et de la diversité des problèmes à résoudre, notre concept prévoit une collaboration étroite avec les institutions internationales comme la Banque mondiale ou la BERD, puisque celles-ci disposent d'une large expertise en la matière. Le but de la visite était donc de nous informer sur place des priorités de la Banque dans ses opérations de soutien vis-à-vis des nouvelles républiques de la CEI et des projets concrets que celle-ci entend mettre en chantier, afin de dégager les possibilités concrètes d'une telle collaboration sous la forme d'opérations de co-financement ou de financements parallèles. Cet exercice devait s'appliquer en premier lieu au cas du Kirghizstan, mais également aux pays pour lesquels des actions bilatérales pourraient être envisagées à l'avenir.

Grâce au programme dense de contacts (voir annexe) préparé par notre Directeur exécutif et son équipe, l'objectif de la mission a été pleinement atteint. De notre point de vue, les enseignements suivants peuvent être tirés de cette visite (pour ce qui est de l'assistance technique, on voudra également bien se reporter au rapport du 10 juin 1993 du BZO):

1 Sur un plan général

D'une manière générale, on peut dire qu'une collaboration entre la Suisse et la Banque mondiale en matière d'assistance aux pays de la CEI pourra se développer sans grands problèmes. Toutes les personnes que nous avons rencontrées se sont montrées très ouvertes et très intéressées à une telle collaboration. Le fait est que, sous la pression du G-7, la Banque mondiale a été amenée à accroître et étoffer sensiblement son programme d'action en faveur de la Russie; pour des raisons d'équité, les programmes relatifs aux autres républiques de la CEI ont également été revus à la hausse. Se pose alors toute la question du financement de ces augmentations, ce d'autant plus que la préparation et l'exécution de projets dans les pays de la CEI implique, pour la Banque mondiale, des coûts qui sont de 50% supérieurs à ceux d'un projet ordinaire.

Dans un premier temps, il s'agit d'investir passablement de moyens dans la préparation des projets, dans la mesure où les pays bénéficiaires ne sont pas encore bien organisés et n'ont pas d'expérience en matière d'assistance extérieure. La conséquence est, qu'au



départ, le processus sera plutôt lent et qu'il faudra compter assez de temps avant d'arriver à la phase vraiment opérationnelle.

2 Au niveau des pays

Kirghizstan

La question centrale était de savoir comment joindre, de manière la plus efficiente possible, notre action d'assistance financière avec l'opération de financement d'importations "critiques" que la Banque mondiale mène dans le cadre de son crédit de réhabilitation au Kirghizstan. La chose était urgente dans la mesure où l'appel d'offres devrait être imminent, pour permettre la signature des contrats au mois d'octobre et les livraisons à partir de décembre. Selon M. Ghasimi, responsable de la mise en oeuvre du programme de réhabilitation, les besoins d'importations jugées critiques du Kirghizstan dépassent largement les possibilités de financement de la banque, de sorte qu'il y a une grande place pour les donateurs bilatéraux; les télécommunications et l'énergie sont les secteurs où la Suisse pourrait avantageusement intervenir, même si d'autres pays ont également manifesté un intérêt. Pour la suite des opérations, les personnes de contact se situent au Goscominvest à Bishkek, qui est l'unité de coordination de l'assistance extérieure dont l'activité est appuyée et assistée par la banque, notamment sous la forme de la mise à disposition d'un consultant. C'est cette unité qui va lancer l'appel d'offres et qui nous transmettra les listes détaillées. Une coordination étroite sera maintenue avec Washington, notamment avec M. Ghasimi mais aussi avec Mme Ishee (task manager télécommunications) et M. Ouahes (task manager énergie). Un problème réside dans le fait que notre assistance financière est en principe liée; il s'agit alors de tenter de trouver une solution qui permette malgré tout de nous greffer et d'utiliser la procédure d'offre de la banque.

On notera, pour mémoire, que le programme de réhabilitation comporte également un volet de coopération technique destiné à soutenir les réformes structurelles et sectorielles (privatisation, développement du secteur privé, secteur financier, politique et développement du secteur agricole).

Ouzbékistan

Mme Vatnick (senior country economist) partage largement les mêmes vues que nous quant au potentiel économique prometteur dont dispose l'Ouzbékistan. La palette des produits d'exportation est intéressante, alors que le pays pourrait devenir auto-suffisant en pétrole d'ici 5 ans, si les mesures adéquates sont prises. Les besoins en financement extérieur sont estimés à 200-250 millions de \$ par an, ce qui devrait être possible à couvrir vu l'intérêt manifesté sur le plan international pour l'Ouzbékistan. La Banque mondiale regrette cependant que le pays n'ait pas mis sur pied un programme cohérent de réformes et que ses autorités interviennent encore au coup par coup.

Le mémorandum de la Banque sur la situation économique de l'Ouzbékistan vient d'être achevé et il sera discuté d'abord au niveau interne, puis avec le gouvernement ouzbèke.

Sur le plan de l'assistance, un premier prêt est prévu pour septembre qui servira à financer des opérations d'assistance technique dans les domaines de la mise en place des institutions, de la privatisation, du secteur financier et du secteur social. Un crédit de réhabilitation pourrait être mis sur pied vers la fin de l'année. Un accord avec le FMI sur

la nouvelle facilité de transformation systématique devrait intervenir dans les quelques mois à venir.

Kazakhstan

Un crédit de réhabilitation de 180 millions de \$ est prévu pour cet automne. De son côté, l'assistance technique se concentre surtout sur la distribution de gaz et la maintenance des puits de pétrole, alors qu'un projet dans le domaine des transports urbains sera prochainement entamé (M. Brown).

Ukraine

D'un entretien avec M. Ahlers (senior country economist), il résulte que, suite à l'accentuation récente des difficultés d'ordre politique en Ukraine, la Banque mondiale a gelé le programme de réhabilitation qu'elle a préparé pour ce pays; la mission qui aurait dû se rendre à Kiev au début juin pour en discuter les détails a été remise à plus tard. Il en a été de même concernant les négociations avec le FMI pour l'octroi de la facilité de transformation systématique. Le mémorandum de la Banque sur la situation économique est en discussion sur le plan interne; une copie nous a été remise informellement. Il en ressort que l'Ukraine a subi un choc financier très important; ses termes de l'échange se sont très fortement détériorés et les perspectives économiques, notamment en raison de sa dépendance énergétique vis-à-vis de la Russie, ne sont pas très bonnes. La situation politique augmente encore l'incertitude concernant le contenu des réformes économiques futures.

Pour l'instant, la Banque limite son action à quelques secteurs particuliers; ainsi, un prêt destiné à soutenir la mise en place d'institutions adéquates en Ukraine vient d'être agréé. Dans le domaine de l'agriculture (responsable M. Fox), la Banque vient de terminer une étude, de laquelle pourraient découler 3 ou 4 projets d'assistance technique (marketing dans le secteur des semences, soutien aux petits propriétaires dans le cadre de la privatisation, transformation des produits agricoles). D'un autre côté, le programme énergétique est prioritaire (responsable Mme Lallement). La Banque a effectué une étude sur le secteur de l'énergie qui a constitué la base de discussion d'un séminaire qui s'est tenu à la mi-juin à Kiev et qui contient un plan d'action pour le futur. Deux projets d'investissement devraient en découler, l'un relatif au transit du gaz et l'autre aux économies d'énergie et aux énergies non-nucléaires.

Bélarus

Une étude sectorielle sur l'environnement au Bélarus avec un plan d'action sortira dans le courant de juillet (Mme Lallement); elle sera discutée à l'occasion d'un séminaire qui aura lieu à Minsk au mois de septembre; des projets d'investissements ne sont cependant pas prévus avant l'année fiscale 1996.

Une étude sur le secteur de l'énergie est en préparation et sera disponible à l'automne; un projet dans le domaine de la gestion des déchets à hauts risques sera identifié en parallèle et des projets d'investissements interviendront durant l'année fiscale 1995. Un crédit de réhabilitation de 120 millions de \$ pourrait être octroyé en octobre (M. Garg, operation officer). Les importations "critiques" pour le Bélarus se situent dans les secteurs des transports, de la santé, de l'agriculture et de l'environnement. Certaines études particulières

res ont également été entreprises dans le secteur agricole (forêt et sylviculture) (M. Fox). La Banque connaît notre projet dans le domaine du cadastre et soutient notre action.

Russie

En relation avec le projet de centrales hydroélectriques pour la République de Touva qui nous a été soumis par les EEF, nous avons sondé quelles pourraient être les possibilités de soutien de la Banque (M. Brown). Il s'est avéré que le secteur de l'énergie est bien prioritaire dans la stratégie d'assistance de la Banque à la Russie; mais, pour le proche avenir en tout cas, c'est la production de pétrole qui retient l'attention majeure et rien n'est prévu pour ce qui de la production hydro-électrique.

C'est sur la Russie que se concentre l'activité de l'IFC (M. Balasubramanian). En plus de l'assistance qu'elle donne pour ce qui est des opérations de privatisation, l'IFC a commencé à investir en mettant l'accent sur des projets de petite dimension, mais à grand effet de démonstration. Trois à quatre "oblast" ont été retenus, en tenant notamment aussi compte de l'activité de la BERD.

J. Derron

Annexes: programme des entretiens

Appointments for Mr. Derron

Tuesday, June 1, 1993

08.30 am Mr. Jean-Daniel Gerber, Executive Director (together with Mr Orga)

09.30 am Mr. Geoffrey B. Fox
Division Chief EC4 - Natural Resources Management

together with Mr. Orga:

02.00 pm Mr. Anthony G. Toft
EC3 Principal Financial Officer

together with Mr. Orga:

04.00 pm Mr. Daniel Kaeser
Executive Director

Wednesday, June 2, 1993

11.00 am Ms. Silvina G. Vatnich
Senior Economist Uzbekistan

02.00 pm Mr. Jonathan C. Brown
Division Chief EC3 - Infrastructure, Energy, Environment

03.00 pm Mr. Theodore O. Ahlers
Senior Country Economist (Ukraine)

together with Mr. Orga

04.00 pm Mr. Russell J. Cheetham
Director EC3

Thursday, June 3, 1993

09.00 am Mr. Prabhat Garg
Operations Officer for Belarus

10.00 am Mr. Alakashi Bose
Manager, Technical Assistance and Trust Funds Program, IFC

11.00 am Mr. S. Balasubramanian
(instead of Mr. Doran, Manager for Belarus, Russia, Ukraine) -IFC

02.00 pm Mr. Kutlu Somel
Former Responsible for Rehabilitation Loan Kyrgyzstan

03.00 pm Mr. Salem Ouahes
Energy, Infrastructure and Environment Division, EC 3

together with Mr. Orga:

04.15 Mr. Charles F. Meissner
Co-financing

Friday, June 4, 1993

08.30 am Mrs. Dominique M. Lallement
Division Chief EC4 - Infrastructure

09.30 am Mr. Mohammed Reza Ghasimi
New Responsible for Rehabilitation Loan Kyrgyzstan

together with Mr. Orga:

10.30 am Mr. Jean-Daniel Gerber

Executive Director

11.30 am Mr. Wafik Grais

Division Chief - Country Operations II

together with Mr. Orga

01.00 pm Lunch with Mr. Pervaiz Rashid (acting chief for Mr. Yurokoglou, Div. Chief Azerb., Kyrg., Tadjik., Turkm., Uzbek.), Mrs. Isabel Guerrero (Principal Country Economist), Mr. Pietro Veglio, Mr. Frieden, Mrs. Vatnick (Senior Economist Uzbekistan), Mr. Anthony Toft (Principal Financial Officer), Mr. Pietro Veglio (Advisor to the Executive Director), Mr. Jürg Frieden.

03.00 pm Mrs. Christina Leijonhufvud (Operations Officer for Kyrgyzstan) and Mrs. Maria Gracheva (Consultant, Human Resources Division, EC3)

04.00 pm Wrap-up Meeting with Mr. Anthony Toft

Office fédéral des affaires économiques extérieures
Section du soutien économique aux républiques de la CEI

GOS.861.5.

Int.861.5 Kirghizstan-dej/stb

Berne, le 6 juillet 1993

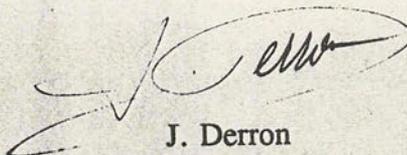
Note à: Monsieur l'Ambassadeur S. Arioli
Monsieur le Vice-Directeur R. Ramsauer
Monsieur H. Escher

Copie à: Banque mondiale, M. le Directeur exécutif J.-D. Gerber
FMI, Monsieur le Directeur exécutif D. Kaeser
Ambassade de Suisse, Moscou
Ambassade de Suisse, Kiev
Ambassade de Suisse, Varsovie
Ambassade de Suisse, Washington D. C.
DFAE, Bureau de la coopération avec l'Europe centrale et orientale
DFF, Service monnaie et FMI
std, maz, rib, mai, gru, dej

Mission auprès de la Banque mondiale, Washington, 31 mai-4 juin 1993

Veillez trouver ci-joint notre rapport sur la mission que nous avons entreprise au début juin auprès de la Banque mondiale à Washington en relation avec la mise en oeuvre de notre programme d'assistance financière aux républiques de la CEI.

Nous ne voudrions pas manquer de remercier M. le Directeur exécutif J.-D. Gerber et ses collaborateurs qui ont grandement contribué à la réussite de cette visite en mettant sur pied un excellent programme d'entretiens.



J. Derron